

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Le-Groupe-Suez-propretaire-d-Aguas-Argentinas-a-annonce-hier-son-intention-de-partir-d-Argentine-apres-douze-ans-d-une-gestion-desastreuse>

Le Groupe Suez, propriétaire d'Aguas Argentinas, a annoncé hier son intention de partir d'Argentine après douze ans d'une gestion désastreuse.

Date de mise en ligne : samedi 10 septembre 2005

- Argentine - Économie - Privatisées - Services Publics : eau, électricité, ordures, etc -

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Il pourrait s'agir de la dernière charge du concessionnaire pour obtenir des conditions plus favorables au sein de la renégociation de son contrat, mais le Gouvernement argentin ne se préoccupe plus de devoir changer de responsable du service. Depuis la France, Suez a annoncé qu'il proposera au conseil d'administration d'Aguas Argentinas le 19 septembre de considérer la possibilité d'abandonner la concession. Le Gouvernement argentin attend. Une concession très conflictuelle presque depuis ses débuts. Les déséquilibres dus à la dévaluation ne sont qu'un maillon.

Suez a annoncé hier dans un communiqué qu'il proposera à la direction d'Aguas Argentinas de résilier le contrat de privatisation, décision qui sera examinée lors du conseil d'administration d'Aguas le 19 septembre et soumise en assemblée générale extraordinaire d'actionnaires deux jours plus tard. Il s'agit de la passe d'armes la plus forte menée par l'entreprise française - propriétaire majoritaire du capital, avec Aguas de Barcelona - depuis qu'a commencé la complexe renégociation de son contrat.

La réponse publique de Julio de Vido était faite sur un ton arrangeant. "S'il y a une volonté politique du groupe Suez de rester en Argentine, il y a espace pour continuer à négocier", a déclaré le ministre qui a admis, toutefois, que certains points de la discorde généraient le risque certain que les français abandonnent le terrain. Si cela arrive, la menace a cessé d'être un motif d'inquiétude pour les fonctionnaires argentins, qui sondent depuis longtemps le marché, à la recherche de repreneurs alternatifs.

Tant l'entreprise que les négociateurs publics admettent qu'il y a eu non seulement des négociations sérieuses jusqu'à mercredi soir, mais aussi un rapprochement clair laissant apparaître comme possible la signature de l'accord en suspens. Mais les versions diffèrent quant il s'agit d'indiquer les raisons de la mésentente qui a déclenché la réaction furieuse des français.

Ces derniers mois, Suez a révisé de façon notoire ses prétentions initiales, telle qu'avoir une recomposition tarifaire préalable aux élections (législatives) ou un prêt à bas taux de l'Etat de 800 millions de pesos (228,6 millions d'euros), prétention qu'elle a ensuite baissée à 300 millions (85,7 millions d'euros).

On serait aussi parvenu à un accord sur le partage de la gestion avec l'État qui, en contrepartie, aurait fait des investissements de plusieurs centaines de millions pour développer le réseau. Cela n'aurait pas été le seul apport public dans la nouvelle version du contrat qui pour le moment a échoué. À travers l'Unité de Renégociation, le gouvernement avait aussi accepté une augmentation de tarifs échelonnée à partir de 2006, avec des mécanismes d'ajustements généreux dans le futur, permettant de transférer au prix de l'eau toute augmentation des coûts, entre autres paramètres.

Mais la situation a débouché sur la rupture pour des raisons qu'aucune des parties a hier dûment expliquées. Des sources liées à l'entreprise suggèrent que Néstor Kirchner lui-même veut limiter les deux ajustements de 20 et de 15% proposés par l'UniRen à une augmentation unique de 22%.

Au-delà de ce bruit, ce qui est certain, c'est qu'au milieu de cette semaine, l'entreprise française a vu qu'elle n'avait pas la certitude de disposer d'une lettre d'engagement à exhiber devant ses créanciers, afin de pouvoir ainsi restructurer sa dette en défaut de presque 600 millions de dollars et, éventuellement, trouver de nouveaux actionnaires.

De Vido a hier également souligné d'autres points litigieux. Dont la discussion portant sur la "base du capital", c'est-à-dire, la valeur des investissements effectués dans la concession. Cette référence sert en partie à fixer le tarif, pour récupérer progressivement cet apport, ou pour définir une indemnisation en cas de rupture de contrat par la volonté ou la responsabilité de l'État. Selon les projets d'accords, les sommes en jeu oscillaient entre 1750 et 1950 millions de pesos (500 et 557 millions d'euros) et les formes de récupération faisaient partie du conflit.

L'autre motif de cette discorde, comme a suggéré hier le chef de la Planification, porte sur le crédit de presque 100 millions de dollars qu'aurait pris l'État avant la privatisation et qu'Aguas Argentinas a utilisé pour les travaux. Après le défaut, dans l'accord signé en 2004, l'entreprise re transférerait cet engagement au Trésor National pour qu'il paye les quotes-parts, "en compensation" pour les services que l'entreprise aurait rendus aux organismes publics. Face à la signature d'un accord intégral, ce point a aussi son poids.

La frustration d'un accord, qui jusqu'au milieu de la semaine était vu comme imminent, aurait stimulée Suez à avancer au vendredi 10 (septembre 2005) le communiqué qu'elle prévoyait de diffuser lundi 12. Se trouvant ainsi plus près la date prévue dans le calendrier donné par le Gouvernement argentin, quand il a averti que s'il n'y avait pas d'accord avant les 30 jours ouvrables, il considérerait la "direction de l'action à suivre". Quelque chose qui apparaît comme une feinte de retraite de la part des actionnaires français.

Toutefois, presque'en même temps qu'il formulait cette menace, le groupe clarifiait par une lettre à son personnel qu'il n'avait pas l'intention d'abandonner la concession et que tous les canaux de négociation étaient ouverts. Les français ont beaucoup de temps. Il reste encore dix jours avant le 19 septembre et, au cas où Aguas confirmerait alors son intention d'abandonner la concession, s'ouvrirait une transition de plusieurs mois qui donnerait de l'oxygène à l'État pour travailler sur une alternative.

[Página 12](#). Buenos Aires, 10 septembre 2005

Traduction pour El Correo : Estelle et Carlos Debiasi